

Victoria DONDA

« Moi, Victoria, enfant volée de la dictature argentine »

(Ed. Robert Laffont, 2010, 268 p., 20 €)

Les Argentins, particulièrement depuis 1930, n'ont cessé d'être les acteurs et victimes de bouleversements politiques violents, de coups d'État et de dictatures plus ou moins sanglantes. On imagine difficilement qu'une histoire personnelle puisse englober celle de tout un peuple.

C'est pourtant le cas avec le témoignage exceptionnel que livre Victoria Donda.

Le 24 mars 1976, une junte militaire composée des trois commandants des forces armées – le général J. Videla, l'amiral E. Massera et le brigadier général H. Agosti – renverse la présidente Isabel Peron et instaure un terrorisme d'État inédit, théorisé et systématique.

La doctrine des putschistes argentins – la défense d'une prétendue « civilisation occidentale et chrétienne » – procède d'une école de pensée intégriste catholique et d'un extrémisme politique anti-communiste largement influencés par des Français (réseaux religieux, ex-Vichystes, partisans de l'Algérie française et Mission Militaire Française à Buenos Aires). Pour le régime militaire, la lutte contre la « menace subversive » et contre toutes les revendications égalitaristes revêt une dimension religieuse et se justifie par le catholicisme qui est au cœur de « l'identité nationale » et de « l'argentinité » (« argentinité »). Refondre la société, détruire « la subversion » sous toutes ses formes est un devoir tout autant patriotique que religieux.

Entre 1976 et 1983, « le Processus de Réorganisation Nationale » et la « Sale Guerre » ont fait 30 000 « disparus », 15 000 fusillés, 9 000 prisonniers et 1,5 million d'exilés. L'Argentine est le pays d'Amérique latine qui a été le plus loin dans la poursuite des militaires responsables de ce terrorisme d'État. Non sans mal puisqu'en 1987 et 1988 trois rébellions militaires ont tenté d'interrompre les procédures.

Après que Carlos Menem a tenté de les amnistier, les dossiers ont été rouverts et les procès ont repris depuis 2007. Si vingt-sept ans plus tard la plaie n'est toujours pas fermée, c'est que le traumatisme a touché massivement les Argentins, mais c'est aussi que le véritable plan d'extermination mené par l'Armée – « le génocide » selon les propres termes de la Justice – contre la « subversion » a atrocement déchiré société et individus jusqu'au plus profond d'eux-mêmes.

Dès 1984, le cinéaste Luis Puenzo en donnait une saisissante image avec son film « La Historia oficial » primé à Cannes et dans de nombreux festivals. Mais il s'agissait là d'une fiction bien en retrait sur le réel.

Victoria Donda est depuis 2007 la plus jeune députée (Movimiento Libres del Sur – gauche alternative) de l'histoire argentine. Elle est l'exemple totalement bouleversant de cette histoire dont les associations Mères et Grand-Mères de la Place de Mai

et Hijos (enfants) s'emploient à faire réémerger les traces.

En mars 1977, Maria Hilda Perez de Donda, militante des Montoneros – révolutionnaires pro cubains issus de l'aile gauche du Péronisme – est kidnappée en pleine rue par un commando clandestin de l'Armée de l'Air. Quelques mois plus tard, ce sera le tour de son mari José Maria. Enceinte, elle est séquestrée et torturée au centre de détention de l'ESMA (École Supérieure de Mécanique de la Marine) à Buenos Aires. Elle y accouche d'une petite fille qui, comme cinq cents autres nouveau-nés, sera enlevée, privée de son état civil et confiée à une famille de militaires dont elle deviendra « la fille ».

206

À vingt-sept ans, elle finit par réussir à retisser les fils de sa véritable identité. Sa mère, son père, comme des milliers, ont été embarqués sur un de ces « vols de la mort », drogués et jetés vivants d'un avion dans le Rio de la Plata.

Baptisée « Analia », ignorant tout de ses origines, Victoria reçoit une éducation traditionnelle, fréquente l'Université où elle commence à militer dans le Parti Corriente Patria Libre. Avec l'élec-

tion de Nestor Kirchner en 2003 et l'annulation par le Congrès des décrets d'amnistie des militaires, Analia découvre qu'elle est en réalité Victoria Donda, que celui qu'elle a toujours vécu comme un père attentif et aimant est l'un des 47 militaires dont le juge espagnol Baltasar Garzon demande l'extradition pour « terrorisme d'État, génocide et tortures », que son parrain Hector Febrès – l'un des chefs des services de renseignements – était un tortionnaire sadique et que, pire que tout, c'est son oncle, le frère de son père, qui a livré à la torture et à la mort ses parents.

« Ma vie n'est certes pas ordinaire, écrit Victoria Donda, mais elle n'est pas une exception non plus. Elle est celle d'au moins cinq cents autres enfants nés en captivité ou enlevés avec leurs parents pendant la dictature, celle aussi de 30 000 Argentins et Argentines, jeunes pour la plupart, qui ont été victimes de la torture et du terrorisme d'État. Mon histoire est enfin celle des trente millions d'Argentins dont la vie, à divers degrés, a été affectée par la dictature. »

PAUL EUZIÈRE